



Cuba et la myopie géopolitique de l'administration Biden

Par [Germán Gorraiz López](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2021

[Observateur continental](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

La fin du blocus américain contre Cuba, réclamée pour la vingt-neuvième année consécutive à l'Assemblée générale de l'Onu et approuvée à une écrasante majorité par 184 voix pour, 2 contre et 3 abstentions réaffirme la liberté de commerce et de navigation face à un blocus anachronique instauré par John Fitzgerald Kennedy en 1962 et qui aurait entraîné des pertes directes et indirectes pour l'île estimées à 110 000 millions de dollars selon le programme de l'Onu pour le développement (PNUD) et des milliards de dollars selon le gouvernement cubain.

Le renouvellement automatique par les Etats-Unis pour une année supplémentaire de l'embargo commercial sur l'île menacerait le système financier et politique international actuel et pourrait entraîner des pertes pour Cuba estimées à environ 7 000 millions de dollars, conduisant le régime cubain à l'étouffement économique qui peut devenir mortel après le déclenchement de la pandémie de coronavirus.

Cuba, l'obsession de Trump. Donald Trump a eu la volonté d'éliminer l'héritage de Barack Obama. Après la tentative de mettre fin à l'Obamacare, l'annonce de la révision du traité de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris contre le changement climatique, l'étape suivante consistait à défaire les avancées diplomatiques et commerciales réalisées avec Cuba dans le cadre du mandat de Barack Obama.

Les changements proposés par l'administration Trump visaient à accroître les réglementations et la supervision afin de rendre difficile pour les entreprises américaines de signer des accords avec Cuba ainsi que pour les Américains de continuer à voyager dans le pays. D'éminents républicains d'origine cubaine en seraient l'origine: Marco Rubio et Mario Díaz-Balart. Selon une étude d'Engage Cuba, la nouvelle politique «coûterait 6,6 milliards de dollars à l'économie américaine et affecterait 12 295 emplois pendant le premier mandat de Trump».

Mike Pence a annoncé la mise en œuvre de nouvelles mesures contre deux compagnies qui transportent du brut vénézuélien à Cuba ainsi que contre les 34 navires utilisés par PDVSA pour provoquer «l'asphyxie énergétique de Cuba» au moyen de l'amputation du cordon ombilical reliant le Venezuela et Cuba suivant la théorie kentienne de la «carotte et du bâton» exposée par Sherman Kent dans son livre *Strategic Intelligence for North American World Politics* (1949). Sherman Kent déclare que «la guerre n'est pas toujours conventionnelle: une grande partie de la guerre, lointaine et rapprochée, a toujours été menée avec des armes non conventionnelles: [...] armes [...] politiques et économiques. Le

genre de guerre où ils sont utilisés [...] (sont) la guerre politique et la guerre économique».

A la suite de l'escalade répressive, le département du Trésor américain a imposé des sanctions à la société d'Etat cubaine Cubametales pour «sa poursuite de l'importation de brut vénézuélien et son soutien au gouvernement du président du Venezuela, Nicolás Maduro». Les avoirs que l'entreprise pourrait avoir sous juridiction américaine sont gelés et les transactions financières avec des entités américaines sont interdites puisque Cubametales serait, selon le gouvernement américain, «chargé de garantir la totalité des importations et exportations de carburants à Cuba».

L'objectif est d'étouffer l'île après l'effondrement du tourisme provoqué par la pandémie de coronavirus. L'administration Trump a bloqué les achats et livraisons de masques, des ventilateurs pulmonaires et d'autres fournitures de santé de base pour le traitement des patients atteints de la Covid-19. Le but de cette administration était de parvenir à une pénurie totale de pétrole, de nourriture et de fournitures de santé vitales pour ébranler le statu quo actuel de l'île. Pour en finir, Donald Trump a de nouveau inclus Cuba dans la liste des «Etats parrainant le terrorisme» jusqu'à achever le nombre record de 240 sanctions contre l'île.

Joe Biden dans un entretien à *CBS* a déclaré qu' «en cas de victoire des élections, il reprendrait la politique menée par Barack Obama envers Cuba», ce qui pourrait se traduire par un changement significatif dans les relations cubaines dans un avenir proche. Dans ce contexte, la demande du think tank Cuba Study Group (CSG) à l'administration Biden pour «un engagement diplomatique renouvelé avec Cuba» serait encadrée. Ledit groupe d'analystes présidé par l'homme d'affaires Carlos Saladrigas représenterait la tendance modérée de la communauté cubano-américaine et serait composé d'éminents hommes d'affaires et militants politiques qui ont activement participé à l'amélioration des relations avec Cuba pendant la présidence Obama.

Dans sa pétition à l'administration Biden, il souligne qu' «une politique de rapprochement vers Cuba est vitale pour promouvoir les intérêts nationaux des Etats-Unis et un avenir plus libre et plus prospère pour le peuple cubain» tout en joignant un agenda exhaustif des démarches nécessaires pour l'obtenir. Ainsi, le chemin à parcourir sera marqué par les défis du règlement du blocus énergétique de l'île, le retrait de Cuba de la liste des «Etats soutenant le terrorisme», l'abrogation de la loi Helms-Burton et enfin, la suspension du blocus anachronique en vigueur depuis 1962. Cela laisserait la place à l'échange d'ambassadeurs et à la normalisation souhaitée des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Cependant, dans une interview à *CNN*, le conseiller de Joe Biden pour l'Amérique latine, le Colombien Juan González, a exclu un nouveau dégel avec Cuba et a assuré que «Joe Biden n'est pas Barack Obama dans la politique envers l'île», rajoutant que «le moment politique a considérablement changé», ce qui démontrerait la myopie géopolitique de l'administration Biden qui pourrait générer des résultats imprévisibles en pleine Guerre froide 2.0 entre les Etats-Unis et la Russie.

Germán Gorraiz López, *analyste politique*

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Germán Gorraiz López](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Germán Gorraiz López](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca